

l'Espoir, l'Unité, l'Avenir

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Bulletin d'information
Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français
17, rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

05 55 52 17 06 - 06 31 82 89 29

Courriel : pcf23@wanadoo.fr - Site Internet : 23.pcf.fr
Facebook : <https://www.facebook.com/pcf23/>
Tweeter : @PCF_23

Déposé le 19.12.2019

Directeur de publication : Stéphane BRIAULT - CPPAP 0221 P 11517 - Imprimerie ECP Guéret



Cher-e-s ami-e-s,
cher-e-s camarade-s,

Le jeudi 5 décembre fut une journée de très forte mobilisation : 806 000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur, 1,5 million pour la CGT. Le matin du 5, lors du Conseil des Ministres, Christophe Castaner avait pronostiqué 300 000 personnes. Cette manifestation, par son ampleur, rappelle celle de 2010, déjà sur les retraites, mais la mobilisation de ce mois de décembre, au vue des cinq premières journées d'action, est déjà supérieure à celle de 2010.

Les mouvements de protestation ont été nombreux sur l'ensemble du territoire : à Paris mais aussi en province. 2500 personnes à Guéret, ce qui est le reflet d'une mobilisation très enracinée dans le pays tout entier.

La grève a été massivement suivie dans les transports publics : à la SNCF - 100 000 grévistes avec un taux de participation de 61 % tous les collèges confondus, 89 % des conducteurs, 78 % des contrôleurs. A la RATP aussi le taux de grévistes a été très important ainsi que chez les contrôleurs aériens. Dans l'enseignement les chiffres montent à plus de 75 % dans le secondaire (selon la FSU) en prenant en compte l'ensemble des personnels et à 70 % dans le primaire (pour le SNUipp-FSU). Des commissariats ont été fermés symboliquement. De nombreuses actions ont été organisées par les pompiers. Chez les électriciens : 85 % de grévistes dans le nucléaire et 100 % dans le thermique ! Dans la fonction publique, Jean-Marc Canon (CGT) estime la mobilisation entre 40 % et 45 %, un niveau exceptionnel. Le se

crétaire d'état a annoncé en fin de journée une moyenne de 26 % de grévistes soit, dans la fonction publique d'Etat, un agent sur cinq, et même un sur trois à Bercy. Dans la fonction publique hospitalière, qui se mobilisera de nouveau le 17 décembre, 19 % de grévistes (dont certains réquisitionnés). Dans la fonction publique territoriale, un taux de 14 % est annoncé. Dans le privé : appel à la grève dans 2 000 entreprises. Sept des huit raffineries ont été arrêtées. Le Conseil National des Barreaux a voté une journée «justice morte». Alors que le gouvernement a essayé de faire passer l'idée d'une journée des «régimes spéciaux» et des «privilegiés».

Démonstration a été faite que cette réforme des retraites touche tout le monde.

Un vent se lève, pour reprendre le titre de l'éditorial de Patrick Apel-Muller dans *l'Humanité* du 6 décembre.

A l'heure où j'écris mon édito, les annonces du premier ministre ne sont pas encore faites. Ce que l'on sait déjà c'est la volonté du gouvernement de ne pas lâcher et de liquider notre modèle social issu du Conseil National de la Résistante en 1945.

Je profite de ce dernier journal bimestriel de 2019 pour vous souhaiter ainsi qu'à tous vous proches une fin d'année, la meilleure possible. Nous aurons besoin de toute notre énergie dans les semaines à venir pour lutter et résister à la vision libérale d'un pouvoir quasi totalitaire à la solde des plus riches.

Stéphane BRIAULT

L'ordre ne règne plus à Santiago.

Lorsque Salvador Allende devient Président de la République du Chili en 1970, il est le premier Président chilien démocratiquement élu sur un programme socialiste. Soutenu par une coalition de gauche, l'Unité populaire, il veut ouvrir « la voie chilienne vers le socialisme ». A cette fin, il lance un vaste programme de nationalisations et une réforme agraire au profit des paysans pauvres. Parallèlement, il met en place une politique économique et sociale de grande ampleur : les salaires augmentent, le chômage et l'inflation diminuent, le PIB progresse de 8% en 1971. Mais, dès 1972, les marchés mondiaux et le grand capital chilien appuyés par les partis et les classes sociales d'opposition provoquent une chute de la monnaie et du cours du cuivre (3/4 des exportations chiliennes). Dès lors, une forme de guerre civile s'installe dans le pays : Salvador Allende s'efforce d'avoir le soutien de la population, des milices ouvrières s'opposent aux conservateurs et aux chrétiens-démocrates qui déclenchent des manifestations de rues, des révoltes et des grèves dont celle très dure des camionneurs. Des groupes paramilitaires d'extrême-droite se constituent. Les Etats-Unis qui souhaitent la chute du régime socialiste interviennent par l'intermédiaire de la CIA et de la multinationale de téléphone américaine ITT. A l'été 1973, Salvador Allende déclare que « ceux qui s'opposent à une révolution pacifique rendent celle-ci inévitablement violente ». La violence atteint son paroxysme le 11 septembre 1973 avec le coup d'Etat mené par le général Pinochet qui renverse Salvador Allende, lequel résistera jusqu'à la mort dans le palais présidentiel de la Moneda. La dictature militaire de Pinochet, appuyée sur une politique néo-libérale de privatisations est une période horrible pour le peuple chilien caractérisée par des atteintes immondes aux droits de l'Homme (camps de concentration, police politique -la Dina-, 3200 morts, 38000 personnes torturées, des centaines de milliers d'exilés). Ce n'est qu'en 1990 que Pinochet quittera le pouvoir à la suite d'un référendum organisé par lui en 1988.

Il faudra attendre l'année 2000 pour revoir un dirigeant socialiste au Chili, le Président Ricardo Lagos d'abord, puis la Présidente Michelle Bachelet (2006-2010, puis 2014-2018). L'actuel Président, Sébastien Piñera élu en 2010 et en 2018 s'appuie, lui, sur une coalition de droite.

Or, depuis le 18 octobre dernier, le peuple chilien s'est soulevé contre les inégalités sociales sous le prétexte d'une forte augmentation du prix du ticket de métro. Depuis, il affronte une répression féroce qui rappelle dans l'imaginaire populaire chilien la sinistre période de Pinochet. Il est vrai que depuis la fin de la dictature, la situation sociale n'a cessé de s'aggraver : corruption, abus, inégalités, injustices, échec de la politique de « ruissellement » des riches vers les pauvres. Les prix des médicaments sont exorbitants, l'électricité est la plus chère du monde, le prix de l'eau et du téléphone sont aussi extrêmement élevés. Une grande partie de la population survit à crédit, beaucoup exercent deux ou trois emplois. Pourtant, la classe politique dirigeante affirme ne pas avoir vu venir cette violente révolte. C'est, sans doute, pourquoi le Président Piñera a fait appel à l'armée pour la réprimer.

Certes, il a fait son mea culpa, mais la crise a fait 23 morts et 2000 blessés parmi le peuple dont 300 personnes victimes de lésions oculaires. L'ONU a, d'ailleurs, envoyé une mission à Santiago, les policiers étant accusés de violations des droits de l'Homme.

L'abolition de la Constitution héritée de Pinochet, accusée de favoriser les inégalités sociales, fait partie des revendications. Au demeurant, un accord historique a été conclu au Parlement par les partis chiliens prévoyant l'organisation d'un référendum en avril 2020 sur le changement de constitution.



Cela permettra peut-être de remettre en cause le système ultra-libéral dans lequel la santé, l'éducation et les retraites relèvent quasi exclusivement du secteur privé. En attendant, le Parlement débat sur le maintien de l'ordre, une loi anticasseurs, l'état d'urgence. Le peuple chilien attend autre chose.

Alain ROUDIER



Cher.e camarade,

L'année 2020 sera pour notre parti une année exceptionnelle. Nous fêterons le centenaire qui a vu naître notre parti quand la grande majorité des délégués socialistes réunis en congrès à Tours entre le 25 et le 30 décembre 1920 décidèrent l'adhésion à l'Internationale communiste. Le Parti communiste français était né.

Avec la signature « Cent ans d'avenir », et placé sous le thème central de notre dernier congrès « l'humain et la planète d'abord », nous entendons faire de **ce centenaire un grand moment d'affirmation de l'actualité de notre combat communiste dans le nouveau siècle.**

Le programme complet de nos initiatives nationales sera présenté lors de mes vœux le 13 janvier 2020. Voici, en avant première, les grands traits de nos initiatives pour marquer cet anniversaire.

Toute l'année, de grands débats nationaux décentralisés en régions seront organisés dans le pays. Articulant notre histoire et le rappel de la contribution de notre parti aux grandes conquêtes de notre peuple avec les défis d'aujourd'hui, ils porteront sur l'émancipation sociale et humaine face au capital, l'appropriation sociale et la démocratie, l'internationalisme et le combat pour la paix, l'anticolonialisme, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme...

Au printemps, nous appellerons toutes nos sections et nos fédérations à ouvrir leurs locaux pour des initiatives politiques, culturelles et festives, ancrées dans les réalités des territoires, tournées vers le plus grand nombre. Le siège national et la place du Colonel-Fabien à Paris en feront autant pour un grand événement populaire.

Deux grandes expositions marqueront l'année, l'une au printemps présentant pour la première fois **cent ans d'affiches communistes originales**, l'autre à l'automne pour **une exposition retraçant les parcours croisés de l'art et du Parti communiste** et présentant des œuvres exceptionnelles dans l'Espace Niemeyer, notre siège national qui fête lui ses 40 ans.

En clôture de cette riche année, **un grand moment internationaliste** aura lieu en décembre 2020.

Chacune et chacun d'entre nous est invité à **faire vivre cette année de rayonnement de notre parti** dans sa fédération, sa section, déployant des initiatives au plus près de l'histoire et des perspectives des territoires concernés.

Notre ambition nécessite de réunir les moyens financiers indispensables.

Chacun connaît les difficultés de notre parti en ce domaine, du Conseil National comme des fédérations.

Nous avons donc cherché le moyen d'assurer **l'autofinancement de nos initiatives des 100 ans**, sans hypothéquer l'avenir et les moyens financiers dont nous avons besoin pour nos luttes quotidiennes au niveau national comme au niveau départemental.

Nous avons aussi cherché **un mode de financement qui fasse appel à l'implication collective et individuelle de chacun.e des adhérent.e.s.**

Cela se fera **sous la forme du volontariat avec le versement d'un mois de cotisation supplémentaire de chaque adhérent.e en 2020**, auprès de sa section ou de sa fédération, là où il-elle règle sa cotisation habituellement. (1)

Pour les camarades qui ont choisi le prélèvement automatique, cette cotisation souscription spéciale centenaire sera prélevée, sauf indication contraire de leur part, au mois de février 2020.

Naturellement, **chacun.e peut nous faire connaître le mois auquel il préfère voir débiter cette cotisation dédiée au centenaire, ou son impossibilité de le faire.**

Le choix de chacun.e, sera respecté, comme nous voulons respecter nos exigences de financement.

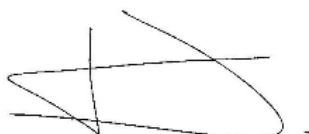
Si tu es dans ce cas, signale-le à ta section ou fédération.

Une grande année se prépare pour les communistes, ouverte par notre combat dans les élections municipales. Je t'invite à participer pleinement à tous les événements politiques, festifs et culturels, qui seront organisés à l'occasion de notre centenaire sur tout le territoire.

Je compte sur ton implication pour ouvrir ce nouveau siècle de combats communistes.

Bien fraternellement

Fabien Roussel
Secrétaire national



*La fédération du Parti Communiste de la Creuse
vous souhaite de passer de
Bonnes fêtes de fin d'année*



Lorsqu'un troupeau de moutons est uni, le loup n'ose l'attaquer.

Proverbe chinois

L'argent existe, arrêtez de nous prendre pour des truffes !

Les retraites sont devenues l'un des thèmes les plus chauds de l'actualité sociale mondiale. Et pour cause. On assiste un peu partout, sous l'effet de la globalisation financière, à une offensive en règle des assureurs privés.

Ils veulent accroître les profits de fonds de pension déjà sous leur coupe.

Ils font le forcing pour s'accaparer le magot des systèmes publics qui les font saliver quand ils échappent encore à leur emprise comme en France où la solidarité entre générations de salariés, la répartition reste la règle majoritaire.

Pour cela on nous fait croire que les caisses sont vides, qu'il faut économiser en réalité il faudrait que la France se plie aux exigences de Bruxelles qui ordonne de réduire encore plus les dépenses publiques.

C'est dans une France ruinée par la guerre que le programme du C.N.R. (Conseil National de la Résistance) a permis de grandes avancées sociales répondant aux besoins de la majorité de la population.

Avancée possible par la mobilisation autour des femmes et d'hommes issus de la résistance et du monde du travail.

Les choix politiques actuels du président de la république sont tout autres.

Toutes les mesures prises aujourd'hui, sont pour les riches.

- Le C.I.C.E. (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) c'est 100 milliards de cadeau aux patrons, sans création d'emploi, sans contreparties.
- La suppression de l'I.S.F. ce sont 4 milliards de cadeau aux très riches
- Les rémunérations des dirigeants du CAC40 ont grandi de 12% ? en moyenne cela représente 152 fois le salaire moyen d'un français.
- 51 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires français au deuxième trimestre après les 57,4 milliards en 2018.
- L'évasion fiscale des grands groupes c'est près de 100 milliards
- Les neuf plus grandes fortunes de France représentent une richesse supérieure au budget de l'état qui lui, est de 300 milliards.

Alors oui de l'argent issu du travail il y en a il ne faut pas se tromper de poche. Nous n'acceptons pas que le gouvernement demande aux salariés, aux retraités, aux jeunes de se serrer encore plus la ceinture.

Bernard BAUDRON